

ORGANISONS-NOUS CONTRE LES ATTAQUES SUR LA SÉCU ET LA PROTECTION SOCIALE



Les députéEs discutent du PLF (projet de loi de finances sur le budget de l'État) et du PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) qui constituent tous deux une attaque contre les services publics et le droit à la santé.

La droite et l'extrême droite ont la même détestation du service public et des fonctionnaires. Le débat sur le délai de carence le montre.

LES ARRÊTS MALADIE DES FONCTIONNAIRES DANS LE VISEUR

Le projet est de passer d'un à trois jours le délai de carence, au bout duquel les salariéEs en arrêt maladie perçoivent les indemnités journalières versées par la Sécurité sociale. Et la rémunération pendant un arrêt maladie pourrait passer à 90 % du salaire au lieu de 100 %.

L'idée est d'aligner le public sur le régime du secteur privé... Par souci d'équité (bien entendu !), on réduit les droits avec la croyance que cette logique punitive va diminuer le recours aux arrêts maladie.

Impossible pour les possédants de voir que cela entraînera des arrêts plus longs et des problèmes de santé publique. Impossible pour eux d'envisager que les conditions de travail se dégradent dans les services publics, à l'hôpital, dans l'enseignement, aux finances publiques, etc. Impossible d'imaginer que les salaires des fonctionnaires sont bloqués et qu'il n'y a aucune reconnaissance du travail accompli.

Pour la droite et l'extrême droite, les fonctionnaires sont des « feignants » qui ne veulent pas travailler. La même logique de culpabilisation est appliquée depuis de longues années aux chômeurs.

LE PLFSS, UN OUTIL POUR BRISER LA SÉCU

Depuis 1996 et la loi Juppé contestée, le parlement vote chaque année une LFSS (loi de financement de la Sécurité sociale) qui fixe l'Ondam (Objectif

contact@npa2009.org

national des dépenses d'assurance maladie) et permet de mettre sous tutelle de l'État le budget de la Sécurité sociale. L'objectif : battre en brèche la conception initiale de la Sécu, avec laquelle la santé échappait largement à la logique du marché. Insupportable pour la bourgeoisie qui cherche depuis des années à aller plus loin et à donner de plus en plus aux complémentaires santé et au privé.

Les objectifs de l'Ondam compensent à peine l'inflation. Concrètement des lits vont fermer, des services vont être débordés, des malades vont rester des heures ou des jours sur des brancards aux urgences. Cette politique vise à détruire l'hôpital public et à accélérer le passage à un système de santé à deux vitesses.

Par ailleurs le taux de remboursement des consultations des médecins et des sages femmes passerait de 70% à 60%. Une charge qui va se reporter automatiquement vers les complémentaires santé. Celles-ci ont déjà augmenté leurs tarifs de 7% en 2023, et de 23% depuis 2019, soit deux fois plus que l'inflation !

MOUVEMENT D'ENSEMBLE

C'est l'ensemble des travailleuses et des travailleurs qui sont attaqués. Les syndicats de la santé, CGT, SUD, UNSA, FO, ont organisé une journée nationale de mobilisation et de grève le 29 octobre.

Une mobilisation sociale d'ampleur est nécessaire pour imposer le financement du système de santé à la hauteur des besoins de la population. Cela passe par le rejet de ce PLFSS et par la revendication du 100 % Sécu. La Sécurité sociale est à nous ! Ce sont nos cotisations sociales !

Mercredi 30 octobre 2024



l'Anticapitaliste
lanticapitaliste.org — hebdo mensuel émission